

*Questions orales*

## LA POSITION DU CANADA

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, si je jouais le même jeu que le premier ministre, je lui demanderais de retirer cette présentation manifestement déformée des faits. Nous n'avons absolument rien dit de tel, et le premier ministre n'a toujours pas répondu à la question.

Le président a promis aux membres du comité des finances du Sénat américain de résoudre par des négociations séparées la question du bois. Avons-nous consenti à ces mesures? Allons-nous être consultés sur les propositions? Le premier ministre est-il toujours prêt à maintenir ce qu'il a déclaré, à savoir qu'il n'y aurait aucune concession sur le bois?

● (1420)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le représentant a entamé son intervention par au moins deux ou trois fausses déclarations, sinon plus. Je puis lui dire qu'il n'y a pas de conditions préalables. Le président des États-Unis l'a dit. Le gouvernement du Canada l'a dit. Si cela ne suffit pas au député de Winnipeg—Fort Garry, cela suffit aux Canadiens.

[Français]

## ON DEMANDE LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte également sur les propositions de négociations du libre-échange avec les États-Unis. Dans son éditorial d'aujourd'hui, le journal *La Presse* rappelle à juste titre, et je cite:

Ottawa n'a pas fait le même bon travail que Washington dans ses préparatifs internes: Monsieur Mulroney est bien loin de jouir d'un mandat aussi large que celui que vient d'obtenir monsieur Reagan.

Ma question au premier ministre est la suivante: Est-ce que le premier ministre a l'intention de convoquer le plus tôt possible une conférence des premiers ministres des provinces afin de clarifier quelle sera la position des provinces dans ces négociations qui commenceront bientôt?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nonobstant le commentaire de l'opinion de l'éditeur de *La Presse*, je pense que vous seriez d'accord avec moi qu'il y a d'autres éditoriaux qui abondent dans le sens contraire. Il y a plusieurs grands journaux américains qui disaient dernièrement...

**M. Malépart:** Il y en a d'autres que les américains.

**M. Mulroney:** On parle des complexes, donc le député de Montréal—Sainte-Marie veut s'impliquer activement là-dedans.

Nous avons commencé au mois de novembre l'an dernier le processus d'inviter la participation des provinces là-dedans. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures continue le processus qui est en train d'être complété. Et lorsque ce sera terminé, il me fera plaisir d'aviser mon ami le député.

## LES SUJETS NON NÉGOCIABLES—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, lors des négociations avec les provinces, il y a des

choses extrêmement importantes. Plusieurs des questions qui sont reliées aux négociations avec les États-Unis sont de juridiction provinciale. Je voudrais demander au premier ministre, parce que dans ce que je vais citer il y a plusieurs de ces questions-là, est-ce que le premier ministre entend respecter l'engagement qu'il a pris de ne pas mettre sur la table des négociations les offices de mise en marché des produits agricoles, le Pacte de l'automobile, les services sociaux ainsi que les industries culturelles?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, à de nombreuses occasions y compris le 26 septembre dernier, j'ai dressé les grandes lignes de la position canadienne, et cette position sera respectée.

[Traduction]

## LA LÉGISLATION CONCERNANT LES MÉDICAMENTS BREVETÉS

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, hier, à Washington, de nombreux sénateurs se sont opposés à nos lois sur les médicaments brevetés, des lois qui permettent aux consommateurs canadiens et aux personnes âgées d'économiser, chaque année, des milliards de dollars sur les médicaments sans marque de commerce. Le premier ministre va-t-il garantir aux Canadiens que son gouvernement ne fera aucune concession aux États-Unis en modifiant ces lois sur les médicaments brevetés, pendant ou avant les négociations sur le libre-échange?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, j'ai deux choses à dire. Premièrement, le député parle de milliards, ce qui est tout simplement inexact, et il ne devrait pas le faire pour embellir sa question. Deuxièmement, le gouvernement a dit que s'il y avait le moindre changement législatif, le député devra, comme tout le monde, attendre la présentation du projet de loi en question.

**M. Langdon:** D'après nos recherches, il y a des milliards en jeu.

**Des voix:** Oh, oh!

## LES EXPORTATIONS DE BOIS

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Le sénateur Packwood a dit que le président Reagan avait gagné son vote lorsqu'il lui avait promis de prendre des mesures législatives pour «veiller à protéger le bois d'oeuvre». Le premier ministre trouve-t-il que cette attaque contre nos producteurs de bois tendre ouvre les négociations commerciales avec les États-Unis sous le signe de la bonne foi?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, l'expert qui a parlé de milliards est sans doute celui qui avait prévu la perte de 100,000 emplois à l'occasion du dernier budget alors que 580,000 nouveaux emplois ont vu le jour.

**Des voix:** Bravo!